Ministère de l'Éducation Nationale, de
l'Enseignement Technique et de la
Formation Professionnelle
UP Enseignement Technique

Série : G1 – G2
Durée : 03 heures 30
Coefficient : 4
Baccalauréat blanc régional
Session : Avril 2017

ECONOMIE GENERALE – ECONOMIE D'ENTREPRISE – DROIT

Cette épreuve comporte quatre (04) pages numérotées 1/4 ; 2/4 ; 3/4 ; 4/4

Document 1 : L'ELAN D'UNE CROISSANCE DURABLE

Un peu plus de deux ans après la fin de la crise postélectorale qui avait conduit la Côte d'Ivoire à un taux de croissance négatif en 2011, les principaux indicateurs économiques reflètent une nette reprise de l'activité grâce aux mesures prises par le gouvernement pour en atténuer l'impact sur les secteurs de production. D'ailleurs, la plupart des experts notent que cette reprise a été plus forte que prévue. *« Après une baisse de 4,7 % en 2011, le produit intérieur brut (PIB) réel a connu en 2012 une croissance estimée à 8,6%, soutenue par les investissements publics et la reprise de la consommation finale. A moyen terme, la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) 2012-2015 devrait permettre le retour du pays sur une courbe de croissance durable et inclusive »* note un observateur.

Cette dynamique devrait être maintenue car les taux de croissance du PIB sont projetés respectivement à 8,9% et 9,8% pour 2013 et 2014, grâce en partie au redressement de la production pétrolière et gazière. On note en appoint la forte hausse de l'investissement du fait des efforts de reconstruction des infrastructures de base, des améliorations dans l'environnement des affaires et enfin du renforcement du partenariat public-privé. L'inflation est également revenue en 2012 en dessous de la norme de 3% fixée au niveau communautaire.

Pour autant, tous les indicateurs ne sont pas au vert. Par exemple, certaines institutions internationales déplorent le fait que le déficit budgétaire global se soit creusé en 2012 avec, pour la première fois depuis cinq ans, un compte courant extérieur déficitaire. Mais, sachant que la situation demeure fragile eu égard à un processus de réconciliation qui manque parfois de sincérité de part et d'autre, les autorités sont déterminées à veiller à ce que les conditions de réalisation d'une croissance forte soient durablement réunies. Pour beaucoup, la réalisation de ces taux de croissance suppose la consolidation du processus de réconciliation nationale et cohésion sociale, ainsi que l'accélération des réformes visant à améliorer le climat des affaires pour que le secteur privé, durement éprouvé pendant la crise avec une bonne partie de ces capacités détruites, puisse retrouver ses marques et fonctionner à plein régime. *« sur cette lancée, le pays devrait tirer le meilleur parti de ses importantes ressources naturelles, d'une part en accroissant la part de ses produits agricoles transformés, d'autre part en renforçant ses capacités institutionnelles et humaines et en améliorant la transparence dans la gestion des ressources fossiles et minières »* recommande un rapport de l'observatoire de l'économie africaine African Economic Outlook.

Toutefois, la consolidation de la reprise en vue d'assurer une croissance durable exige du pays qu'il poursuive les efforts de transformation structurelle en tirant le meilleur parti de ses importantes ressources naturelles. Toujours selon African Economic Outlook, plusieurs obstacles entravant la gestion soutenable des ressources naturelles devront, à cet égard, être levés au, nombre desquels la faiblesse des liens entre les compagnies d'exploitation des ressources et les autres secteurs de l'économie ainsi que l'insuffisance de la transparence dans la gestion des ressources naturelles et des contrats de partage de production entre le gouvernement et les compagnies pétrolières.

Cette recommandation sur la consolidation du secteur primaire est d'autant plus fondée que l'économie ivoirienne est principalement basée sur l'agriculture. Le secteur primaire emploie plus des deux tiers de la population active du pays (68%) et contribue pour près d'un quart à la formation du PIB (24,3% en 2012). Ce pays est le plus grand producteur et exportateur de cacao du monde, et l'un des plus grands exportateurs de graines de cacao, de café, d'huile de palme et même de caoutchouc, dont la production nationale a sensiblement augmenté ces dernières années. Autre atout à consolider, le secteur pétrolier, qui commence à prendre une place importante dans l'économie du pays avec une croissance soutenue et des investissements colossaux dans l'exploration et l'exploitation. Plus globalement, le secteur extractif connaît une dynamique favorable qui soutient la relance économique post-crise.

Pour autant, il n'y a pas de raison de s'inquiéter. Cet élan de croissance devrait être maintenu dans la durée dans la perspective de l'émergence socioéconomique fixée à l'horizon 2020. Dès 2013, le secteur primaire devrait évoluer en moyenne de 3,5% par an grâce à la reprise de l'extraction minière (+8,9%), de l'agriculture d'exportation (+2,1%) et de la croissance régulière de l'agriculture vivrière (+3,5%), et il bénéficierait de la normalisation de la situation sociopolitique et de la hausse de la demande. Le secteur secondaire afficherait quant à lui une croissance de 4,2% pour l'agroalimentaire, 20,3% pour le BTP, 10,5% pour les produits pétroliers, 6,4% pour l'énergie et 2,2% pour les autres industries.

Source : Marchés Africains, hors-série N°36- février 2014

Auteur : François Bambou

Document 2 : EMPLOI ENCORE ET TOUJOURS UNE PRIORITE

L'emploi pour les jeunes ivoiriens, voilà sans doute le domaine où le président Alassane Ouattara est le plus attendu. Et il en a conscience ! C'est ainsi qu'il fait la remise des jeunes ivoiriens au travail sa priorité. S'exprimant à la tribune des Nations Unies en septembre dernier, Alassane Ouattara déclarait : « *En ce qui concerne mon pays, la côte d'ivoire, la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui stagnait en raison de la crise sociopolitique connaît aujourd'hui une dynamique nouvelle, grâce notamment aux bonnes performances de notre économie. C'est dans ce climat favorable que le gouvernement a mis en place un ambitieux programme de reconstruction qui s'appuie sur le plan national de développement (PND) 2012-2015 et dans lequel les investissements occupent une place de choix. Ainsi, ce programme accorde d'importants investissements aux domaines de*

l'enseignement, de la santé et des infrastructures sociales de base. Le gouvernement, qui a également érigé au rang de priorité nationale la création d'emplois, notamment l'emploi des jeunes, souhaite atteindre l'objectif de création d'environ 200 000 emplois par an ».

Ces propos du chef de l'Etat traduisent si besoin en était la prise de conscience au plus haut niveau de la nécessité de donner du travail aux jeunes ivoiriens. Pour donner corps à la volonté gouvernementale, une politique nationale de l'emploi a été élaborée. Un comité d'emploi composé des ministères-clés a même été créé pour coordonner la mise en œuvre des opérations de cartographie de l'emploi. Soulignons que la jeunesse est très durement touchée par le chômage. En l'absence des données fiables, les estimations donnent une tendance : le taux de chômage oscillerait entre 9 et 19,5%. En effet, l'enquête 2012 sur l'emploi en côte d'ivoire avait révélé un chômage à 9,4%. Mais les statistiques sur l'emploi étaient jusqu'en 2012 parcellaires et irrégulières. Cela ne favorisait pas une bonne compréhension de la situation en vue d'entreprendre des actions de lutte contre le chômage et le sous-emploi. Avec ces données qui fournissent un repère, les autorités disposent désormais d'un indicateur de suivi de l'emploi. Les résultats de cette enquête discutés au cours d'un atelier de validation en octobre dernier ont fait ressortir la création de 1,043 million d'emplois. Même si tous les experts ne sont pas d'accord sur ces résultats, il reste que ceux-ci confirment les acquis de la politique gouvernementale qui a, dès la sortie de crise, placé la question de l'emploi au cœur des priorités. Afin de favoriser la création d'emplois, près de 780 millions ont été décaissés pour encourager l'entrepreneuriat féminin.

Le volet formation professionnelle n'est pas non plus en reste : une attention particulière est accordée à ce segment. D'un coût global de 18 milliards (Mds) de FCFA, le programme d'appui à la formation professionnelle et à l'insertion des jeunes va être lancé dans ce sens. Il vise surtout à contribuer à l'insertion des jeunes formés et à améliorer leur qualification. En outre, 4 milliards ont été mobilisés pour la réinsertion des ex-combattants. Ces actions sont soutenues par le Fonds national de la jeunesse, qui a financé 21 projets à plus de 315 millions de FCFA devant créer au moins 256 emplois. Rappelons que ce Fonds a prêté en une vingtaine d'année près de 2 Mds à des porteurs de projets.

S'agissant de la formation professionnelle, il est de plus en plus question d'une remise à plat du dispositif en vue de disposer d'une capacité de formation suffisante, cohérente et en phase avec les besoins de l'économie. Ainsi, 17 Mds de FCFA ont été alloués par l'Union Européenne (UE) pour le financement et la réhabilitation de 11 établissements. Longtemps reléguée aux oubliettes, la formation professionnelle est pourtant un passage obligé de la lutte contre le sous-emploi et le chômage des jeunes. « *Toute action pédagogique doit être conforme à la vie professionnelle et aux besoins en main d'œuvre du secteur privé. Les centres de formation professionnelle jouent un rôle-clé dans cet aspect, ils sont les moteurs de la qualification demandée par le secteur privé* », a d'ailleurs rappelé le ministre en charge du secteur.

Source : Marchés Africains, hors-série N°36- février 2014

Auteur : Kouza Coulibaly

QUESTIONS

A l'aide du texte et de vos connaissances, répondez aux questions :

ECONOMIE GENERALE

1) Définissez :

- a) La croissance économique
- b) Le produit intérieur brut
- c) Le système de l'étalon de change-or
- d) Le contingentement

2) Quels sont les facteurs de la croissance économique ivoirienne selon l'auteur ?

3) Quelles sont les causes du chômage des jeunes en Côte d'Ivoire?

4) Quelles sont les actions menées par l'Etat en vue de favoriser la création d'emploi ?

ECONOMIE D'ENTREPRISE

1) Définissez :

- a) La formation continue
- b) La communication ascendante
- c) Le commandement paternaliste
- d) La rémunération mixte

2) Quels sont les avantages et les inconvénients de la délégation de pouvoir ?

3) Expliquez la théorie de la motivation économique de Taylor.

4) Quels sont les avantages du recrutement interne pour l'entreprise?

DROIT

1) Définissez :

- a) Le contrat aléatoire
- b) La vente en port dû
- c) Le bénéfice de division
- d) Le gage

2) Dans quel(s) cas le transporteur de personnes peut-il s'exonérer de sa responsabilité?

3) Quelle différence faites-vous entre le créancier chirographaire et le créancier gagiste?

4) Quel(s) différence(s) faites vous entre le cautionnement simple et le cautionnement solidaire?